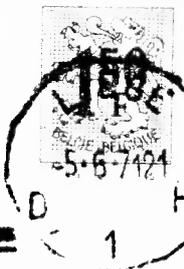


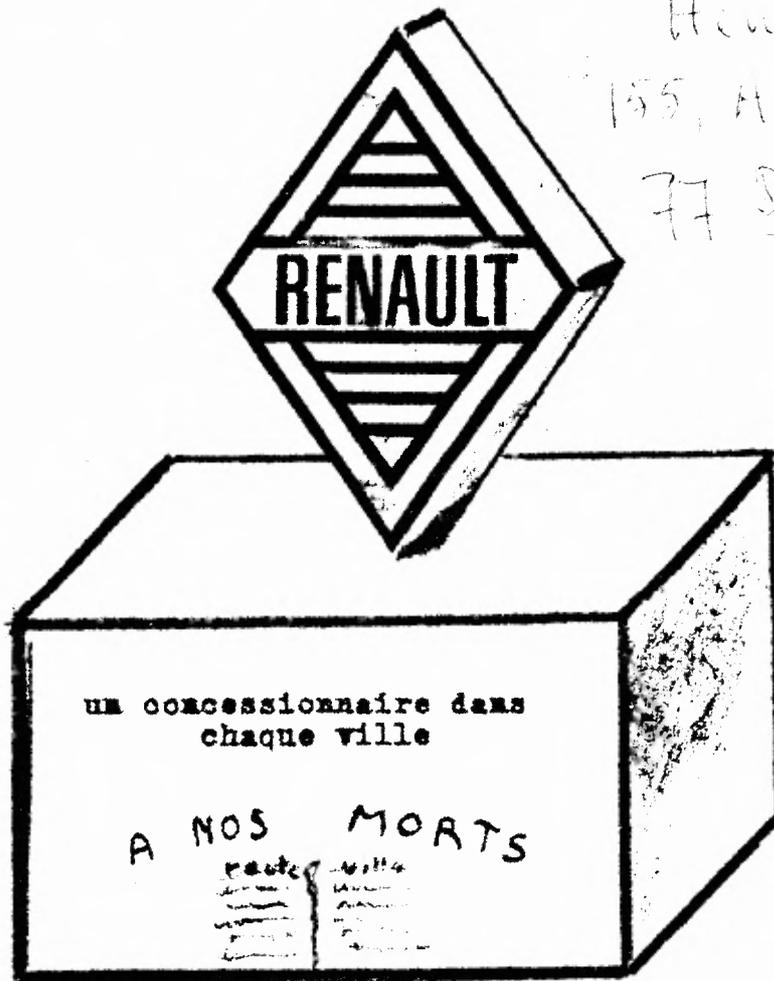
liaisons

11 -



Henri Simon
155, Allée du Pavillon
77 SAINT-DENIS-LES-VALS

France



RENAULT, UN MONUMENT ...

sommaire :

- o Mai 1971
- o Hainaut-Sambre
- o Quand Renault éternue...
- o Ford - Angleterre

liaisons

périodique mensuel

correspondance:

bp 12
ixelles 2
1050 bruxelles

LA SITUATION EN MAI 1971

Pour le moment, en Belgique, deux faits retiennent l'attention. En premier lieu, les élections sociales, avec tout un travail démagogique de la part de la C.S.C. sinon de la F.G.T.B.

C'est ainsi que la plupart des grèves actuelles sont déclenchées par les syndicats ou bien, justement à cause de ces élections, ils se sentent obligés de céder à la pression de la base. Mais dans ce cas, c'est en dernier ressort, car il est devenu notoire que s'il est facile de commencer une grève, il devient de plus en plus difficile d'y mettre fin, pour les syndicats, bien sûr !

La grève des mineurs qui vient de se terminer, était représentative de cet état de fait. La revendication émanait de la base et des appareils. Mais la F.G.T.B. bien plus intégrée, souhaitait que la grève dure 24 ou 48 heures (il faut bien respecter la convention, n'est-ce-pas, monsieur !). Elle s'est donc opposée entièrement au mouvement immédiatement après ce laps de temps. Par contre, la C.S.C. celle-là même qui a joué un si beau rôle pendant la grève de 1970, a soutenu à fond le mouvement. Vu qu'elle est majoritaire au Limbourg et à peu près ex-aequo avec la F.G.T.B. dans les bassins de Liège et de Charleroi, les mineurs ont continué le mouvement. Dès le moment où la C.S.C. a cessé de reconnaître le mouvement, le travail a repris. Ce qui pourrait démontrer le peu d'enthousiasme montré par les travailleurs pour un mouvement qui n'est pas le leur, mais celui des appareils syndicaux.

En tous cas, il semble que cette politique de la C.S.C. soit payante, puisque les premiers résultats des élections indiquent une hausse de ce syndicat au détriment de la F.G.T.B.

L'autre ensemble de faits marquants, qui demanderait du recul pour être analysé correctement, c'est semble-t-il une offensive technocratique de la part de la "gauche" (P.S.B. et syndicats) contre la droite traditionnelle. En d'autres termes, le capitalisme belge connaît la même évolution que le capitalisme mondial : un renforcement du pouvoir de décision de l'appareil d'Etat au détriment de l'initiative privée.

Cette offensive se marque surtout dans les projets des Ministres "socialistes" : projet Cools, Namèche etc... qui contribuent en fait au meilleur fonctionnement du système capitaliste d'exploitation. Parallèlement à ces projets, il faut souligner l'existence d'un tas de petites grèves ou menaces de grèves lancées par les syndicats dans des secteurs arriérés sur le plan économique ou sur le plan des relations humaines, c'est-à-dire surtout dans les boîtes américaines ou dans les petites entreprises paternalistes. Ce qui conduit à un renforcement du pouvoir syndical à l'échelle du pays tout entier...

Au milieu de tout cela, assez peu de grèves sauvages, sinon dans des secteurs bastions de la F.G.T.B.

Ainsi celles de Hainaut-Sambre à Couillet et celles des A.C.E.O. à Herstal où l'on retrouve toutes les manœuvres syndicales qui s'imposent dans ces cas.

Il nous reste maintenant à attendre la période qui succèdera aux élections sociales pour voir l'attitude des syndicats et celle des travailleurs à leur égard.

Le 10 mai 1970.

Les deux tracts qui suivent ont été remis à LIAISONS par des travailleurs de Hainaut-Sambre-Montignies.

+++++

1^o SEMAINE DE GREVE A HAINAUT-SAMBRE

Voilà une semaine que toutes les sections de Couillet se sont mises en grève pour : - un rajustement de tous les bas salaires
- en attendant, 50 francs pour tous.

Pour la première fois, tous les services de production (haut-fourneau, aciérie, laminoir...) ont arrêté ensemble. Mardi et jeudi les gens de Couillet sont venus en masse demander à Champeaux et à L.D. de se joindre au mouvement.

Durant ces jours les syndicats ne se contentent pas de rester en dehors du mouvement, ils ont tout fait pour briser le mouvement de masse.

Les syndicats ont soutenu les travailleurs pour des litiges mineurs (affichage d'amende, l'eau chaude...) mais dès que les travailleurs veulent se battre pour leur pouvoir d'achat, ils sabotent le mouvement.

Lès faits:

Dès le début, les syndicats refusent de reconnaître les revendications et appellent les ouvriers à reprendre le travail mardi, sans qu'aucun avantage ne leur soit accordé.

Quand les ouvriers vont en masse à Montignies, les délégués font tout pour empêcher la grève de Couillet de s'étendre.

Jeudi à 21 h. les syndicats font un référendum surprise à Chatelineau et Montignies, en distribuant un tract qui est tout à fait à côté des revendications des camarades de Couillet. Le vote se déroule dans une confusion totale; aucun contrôle d'identité, on pouvait voter plusieurs fois et même des "éléments extérieurs" ont reçu des bulletins pour participer à cette mascarade.

Détail amusant : Le "journal de Charleroi" du vendredi 16 (bien connu de Mr Davister) annonce que 90% des voix sont pour la reprise du travail (p. 6, 5e colonne).

Petit problème : Ce journal sort de presse le jeudi à 21 h. ---
LE REFERENDUM A EU LIEU DE 21h.30 à 22h.30 !!!

Le vendredi, fort de cette "victoire" la délégation de Champeaux accueille les quarantes ouvriers de Couillet venus pour bloquer Montignies, en provoquant la bagarre entre les travailleurs de Montignies et ceux de Couillet.

La tromperie des syndicats

Actuellement les syndicats organisent un référendum postal auprès des travailleurs de Couillet.

Quart au tract distribué par le front commun, il veut nous faire croire que les 50 francs vont faire augmenter les prix. Plus loin ils disent que l'important "c'est ce que l'on peut acheter avec son salaire".

Nous sommes d'accord, ... Justement nous trouvons que notre salaire ne correspond plus à ce qu'il était il y a quelques semaines.

A un moment où la classe ouvrière belge ne paraît pas très combative, les patrons et le gouvernement décident de reprendre de l'argent aux travailleurs à l'occasion de l'instauration de la T.V.A. : les prix augmentent et pas les salaires, notre pouvoir d'achat diminue.

Au contraire, lorsque la classe ouvrière lutte de manière décidée et organisée, le patron doit cracher de l'argent sans pouvoir augmenter les prix en même temps. Ainsi, à Couillet, où les traditions de lutte sont plus grandes, les salaires sont plus élevés qu'à Montignies. De même les salaires sont plus élevés dans la région liégeoise que dans la région de Charleroi.

C'est donc un mensonge pur et simple de dire que les augmentations de salaires font automatiquement monter les prix.

En réalité, ce qui fixe notre pouvoir d'achat, c'est la lutte.

Quand nous nous laissons faire, notre pouvoir d'achat diminue (comme avec la T.V.A.) !

Quand nous nous battons, il augmente !!!

**CAMARADES, RENFORÇONS-NOUS EN REFUSANT LA DIVISION ENTRE
OUILLET, MONTIGNIES ET CHATELINEAU !!!**

des travailleurs de Montignies-Chatelineau

CAMARADES,

Nous, travailleurs de Montignies-Châtelineau, nous souhaitons une assemblée générale pour tous les travailleurs (Couillet, Montignies et Châtelineau) et pas des assemblées pour Couillet tout seul.

Lors de cette assemblée, nous déciderions tous de notre ligne de conduite. En effet, jusqu'à présent, les travailleurs ont laissé l'initiative aux syndicats :

- C'est eux qui ont fait démarrer la grève à propos des amendes : en vue des élections syndicales, les syndicats font démarrer les ouvriers pour toutes sortes de petites choses, et face à une revendication valable (50 fr. par jour pour tous) ils ne reconnaissent plus la grève.
- C'est eux qui font des assemblées d'à peine dix minutes pour les sections en grève seulement et après, on ne les voit plus; ils n'ont jamais aucun résultat et ils espèrent nous faire reprendre le travail !
- C'est eux qui vont discuter avec le patron, à leur idée.

Maintenant, en laissant ainsi le syndicat nous manipuler, une partie est en grève, une partie est en chômage, une partie est au travail, nous sommes tous désorganisés, isolés.

Ce que nous voulons : prendre les choses en main

- Pour avoir nos propres délégués, élisons un groupe de travailleurs qui iront nous représenter devant le patron
- avoir nos propres réunions
 - avoir nos propres revendications: 50 fr. pour tous.

Des travailleurs de Montignies-Châtelineau

+++++

Lettre d'Angleterre

LA GREVE CHEZ FORD ET LES LOIS ANTI-GREVES

Nous avons jugé intéressant de publier cette lettre, surtout parce qu'elle nous montre que, sous tous les cieux, l'attitude des syndicats face aux travailleurs est la même. Il faut préciser que, lorsque le camarade anglais parle de représentants ou de militants de base, il se réfère à quelque chose de propre à la Grande-Bretagne et par là un peu différent des délégués syndicaux de chez nous.

Au début du 20ème siècle, et en réaction contre les bureaucraties syndicales déjà intégrées, est né le mouvement des "shop stewards" (délégués d'atelier). Ces délégués, qui portent encore ce nom, sont élus directement par la base.

A l'origine, ils étaient élus pour l'action à mener, puis, progressivement, pour des périodes plus longues. Le résultat est que, aujourd'hui, il est impossible de porter un jugement d'ensemble sur les "shop stewards" : certains sont complètement intégrés aux bureaucraties syndicales, d'autres n'ont absolument rien à voir avec elles et sont de véritables délégués de grève.

=====

La scène a été occupée par la grève prolongée chez Ford, dont vous connaissez tous maintenant trop bien les résultats. Comme la plupart des autres grèves qui ont précédé, elle fut fermement contrôlée par les bonzes et la hiérarchie syndicale, le rôle propre des grévistes fut, comme d'habitude, minimisé, et par la presse nationale et par les négociateurs officiels qui, pour des raisons évidentes, craignaient de voir renverser leur influence.

La caractéristique de la plupart des grèves chez Ford et dans les autres groupes de construction automobile est fondamentalement la même. La convention précégente vient à son terme et, avec, comme d'habitude, tambours et trompettes, la direction syndicale demande une énorme augmentation, laquelle semble revendicative bien à souhait. Cette augmentation est négociée avec des tirades d'autant plus désagréables qu'elles sont faites sous le couvert de la productivité.

A ce moment, la base commence à exercer sa pression et menace de se mettre en grève, bien que cela sera maintenant réprimé par des amendes. Les résultats qui sont à chaque fois supportés par les travailleurs sont l'accroissement des cadences et, en général, une exploitation accrue; un autre résultat qui en émane, c'est l'action indépendante de la base et le fait que ses représentants directs seront à l'avenir sanctionnés par la loi. L'effet personnel sur le militant sera le fait que, pour une très longue période il lui sera quasiment impossible de trouver du travail; s'il est employé depuis moins de deux ans, il n'aura aucune protection aux yeux de la loi.

Mais même s'il n'était pas mis à la porte, les nouveaux accords des dernières années ont eu comme résultat de briser l'organisation du travail en ce qui concerne la force de la base.

L'avenir des ouvriers de Ford ou, en fait, de tous ceux qui sont employés dans l'industrie automobile dépend du moment où les travailleurs eux-même vont faire le bilan de leur situation et recourir à nouveau à leur puissance collective, au lieu de laisser à d'autres le soin de se battre pour eux ou en leur nom. Il est clair que la situation nécessite une action collective autonome et c'est à ce prix qu'une certaine protection sera assurée à l'activité militante de base. Les méthodes de résistance vont à l'avenir devenir un important problème à considérer par ceux d'entre nous qui tombent sous la coupe des nouvelles lois qui sortent aujourd'hui; nous faisons allusion, à ce propos, à des actions autres que la grève directe, telles les grèves perlées, les grèves du zèle, etc...

Les liaisons à l'échelle internationale et nationale deviennent d'autant plus importantes quand on entend parler des offensives patronales auxquelles sont soumises les usines de Genk et d'Anvers. Une caractéristique attristante des liaisons dans ce pays c'est le fait que la plupart des regroupements informels au niveau de la base ont été récupérés par l'un ou l'autre groupuscule politique, contrecarrant ainsi une initiative réellement autonome qui puisse être menée par la base.

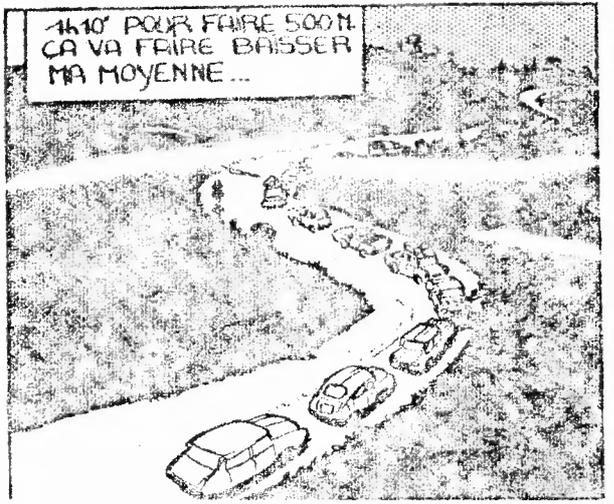
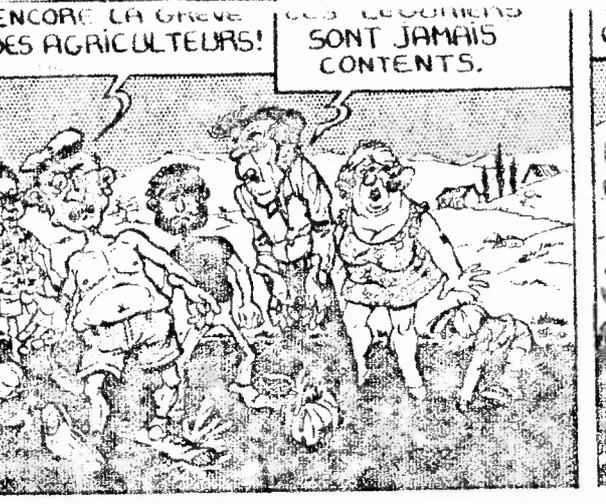
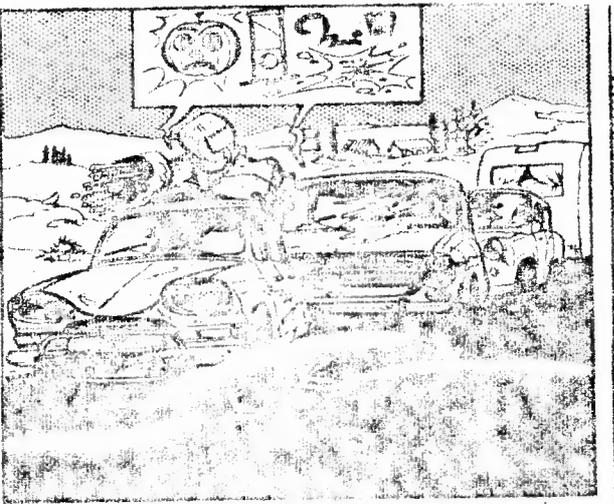
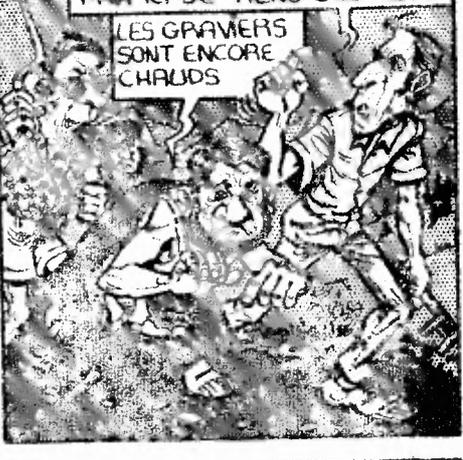
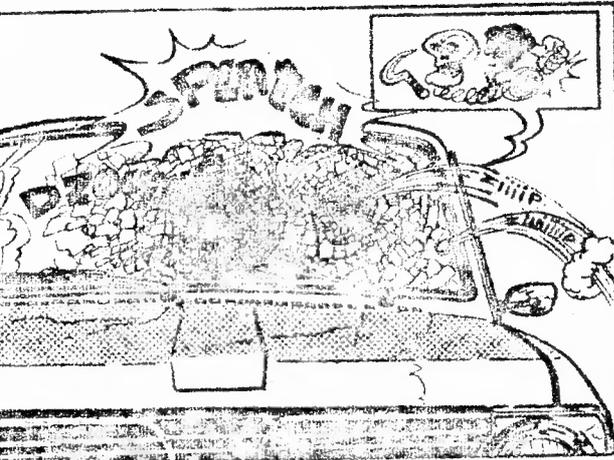
Après tout, ce qui est dit est dit, la dure réalité des faits attend les travailleurs à la base : à savoir la résistance de masse contrôlée et dominée par les travailleurs eux-même.

Un mot du projet de loi sur les relations sociales, projet qui a été introduit par Mr. Carr, membre du gouvernement. Une mystification démentielle est répandue par la "gauche". On se plaint à répéter que le projet attaque les officiels des syndicats et les syndicats eux-mêmes; ce dont les gens ont du mal à se rendre compte, c'est que le projet a été amené au Parlement du fait de l'activité accrue de la base ouvrière depuis la guerre. En fait, le projet attaque les travailleurs eux-mêmes, et pas tellement les dirigeants syndicaux; tel qu'il est, le projet est contre la classe ouvrière et contre les militants de base. En effet, les syndicats sont exhortés par le gouvernement à se débrouiller avec leurs propres "trubliions"; le sceau est ainsi apposé sur l'intégration du syndicat avec l'Etat, dans un sens réellement autoritaire. C'est nous qui allons en supporter toutes les conséquences.

P.S. Nous avons adopté une attitude très critique à l'égard de la nature de la bureaucratie syndicale, et simplement pour voir de quel côté ils se trouvent réellement.

=====

SUR LES PETITES ROUTES DE CAMPAGNE OÙ SE PROMÈNER EN PÈRE TRANQUILLE... (COMME NE POUVEZ-VOUS FAIRE 20KM. SANS TOMBER SUR UN BOUCHON, UN GRAVILLON (QUI FAIT PÊTER LE PARE-BRISE...) MAIS N'ARRIVER PAS À TORT OU À TRAVERS LES POUVOIRS PUBLICS OU LA PROVIDENCE. (VOICI LES VRAIS COUPABLES.)



GREVES CHEZ RRENAULT.

Les ouvriers de Renault viennent de reprendre le travail. Les Centrales syndicales crient encore une fois "victoire".

Pourtant, un bon nombre de travailleurs restent mécontents et se sont opposés à la reprise.

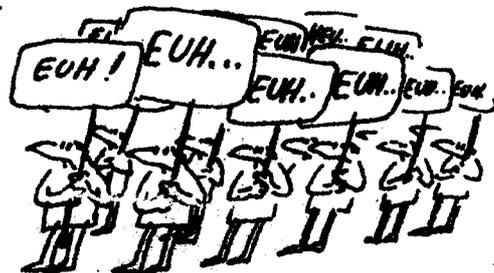
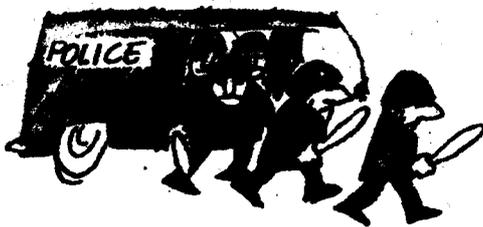
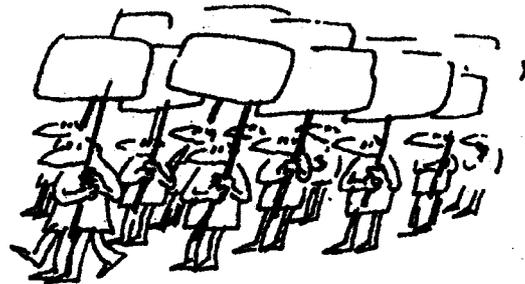
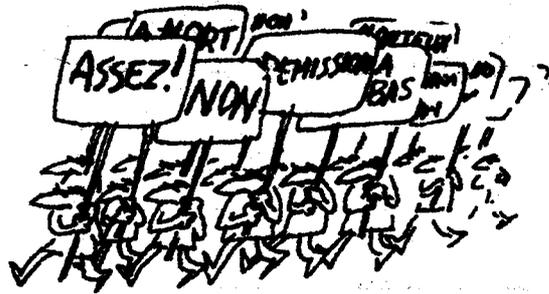
Dans l'analyse qui suit nous essayons au travers de la presse, de tracts, de lettres de camarades français (participant à LIAISONS INTERNATIONALES) de resituer le contexte de cette grève.

L'empire industriel Renault a ses ramifications en Belgique et d'autres pays, et témoigne en faveur d'une nationalisation (thème électoral du parti communiste) capable de concurrencer le secteur privé du capitalisme.

Pourtant, malgré de substantiels avantages accordés aux travailleurs de la Régie Renault, le système d'exploitation reste identique. La grève des Ouvriers Spécialisés (OS) du Mans est révélatrice à cet égard.

A la Régie, plus qu'ailleurs, les syndicats avaient intérêt à faire respecter les accords passés avec la Direction.

Mais l'action de 80 OS a enrayé tout le système.



REXINE

Précisions sur Renault

Parlons chiffres ...

Renault, qu'est-ce que c'est ?

Renault est la première entreprise de France par son chiffre d'affaires (12 milliards) et la nature de sa production, le volume de ses exportations (530.000 véhicules) et le nombre de ses employés (111.700 pers.).

Renault est l'exemple d'une nationalisation réussie, s'intégrant au capitalisme international. Tous les banquiers s'inclinent devant la gestion d'une entreprise qui produit 5000 voitures par jour, qui a trouvé des débouchés au Mexique, en Roumanie, en Afrique du Nord, en Belgique et en Allemagne.

Par son importance, la régie Renault est le baromètre industriel et le poul social de la France. Forteresse ouvrière, elle est le symbole de la puissance syndicale, représentée par la C.G.T. (communiste) et la C.F.D.T. De plus, elle est une entreprise modèle et pilote d'un point de vue social et politique. Le patron de Renault, Pierre Dreyfus, bien que menant de temps en temps des actions indépendamment du pouvoir, n'en est pas moins l'agent de Pompidou.

Pompidou lui-même a décidé par dessus Dreyfus et contre l'avis de tous les syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O.) d'appliquer chez Renault l'actionnariat ayant pour but de pacifier les ouvriers à l'égard de l'exploitation quotidienne en leur donnant l'illusion d'être, par les actions, des "petits patrons".

Champ d'expérience pour de nouvelles réformes ou de nouvelles techniques, Renault sert aussi de point de référence pour tout le prolétariat français en ce qui concerne les salaires

Comme à chaque conflit, le patron crie à la faillite, au suicide de l'entreprise. Dreyfus: "la situation est lamentable ... " Voyons plutôt les chiffres.

Le bilan publié chaque année par la régie permet de suivre l'évolution de l'entreprise française numéro un de l'automobile. Ce ne sont pas les revendications pesées qui pourraient mettre en péril la bonne marche de la Régie.

Les investissements de l'entreprise sont passés de 274 millions en 1964 à 1.200 millions en 1970. Ils ont quadruplés en sept ans. La productivité offre une autre preuve de la prospérité de l'entreprise.

En 1954, 63.000 pers. avaient produit 200.780 véhicules.

En 1969, 1;159.000 véhicules ont été produits par 86.000 personnes et en 1970, 1.159.000 véhicules par 95.000 employés.

soit de 3,2 véhicules par salarié et par an, en 1954, à ~~12,2~~ 12,2 en 1970. D'autre part les ventes sont passées de 570 millions en 1950, et de 5.227 millions en 1960, à 10.500 millions en 1970.

Or, la part des salaires par rapport au chiffre d'affaires n'a cessé de décroître: 40% en 1947, 25,7% en 1969, 25,2% en 1970. Et la productivité de la Régie a encore augmenté de 19.934 véhicules avec un effectif réduit de 500 personnes au début 1971.

On pouvait s'attendre à ce que le chiffre d'affaires, en 1971 en raison des prix des voitures (7% augmentera de 20% . Alors?

LA REGIE PEUT PAYER !

Une augmentation pour une catégorie de travailleur de chez Renault se répercute nécessairement ailleurs, dans l'ensemble de l'entreprise et dans d'autres entreprises. Un conflit chez Renault revêt donc des dimensions nationales et même internationales.

Ramifications de Renault
chez nous, en Belgique.

1. Usine Renault à Haren.

L'usine emploie 2000 à 2.500
ouvriers qui produisent environ
500 véhicules par jour.

On peut dire en général qu'on
parvient à se faire un assez bon
salaire chez Renault : 12000 fr
13000 fr par mois, avec les
primes. Le salaire est calculé
aux points.

C'est pénible, l'embauche ne
fait guère que reconstituer un
personnel épuisé. Dix nouveaux
en moyenne par mois.

Tenir 7, 8 ans à ce train cons-
titue un record. On vient de
loin pour travailler chez
Renault : Hasselt, St-Trond,
Gand, Herentals, Mons,
Quiévrain.

Une majorité de flamands (90%).

Si, des français qui disent
qu'on est mieux payé en
Belgique qu'en France, mieux
protégé socialement, il sem-
ble cependant que la produc-
tion soit plus intensive ici.

Haren est en chômage techni-
que à cause de la grève en
France.

2. Forges et Laminoirs de
Jemappes, l'usine travaille à
80% pour Renault-France.

3. Usine Chausson à Bruxelles.
L'usine fabrique des radia-
teurs qui, à 80% vont, à
Renault-France. Cette usine
est également en chômage
technique à cause de la grève
en France.

Chronologie de la grève

Vendredi 2 avril

Pour diviser la classe ouvrière, pour que chaque ouvrier soit le concurrent de l'autre tout en oubliant l'ennemi commun, le patronat, à Renault, comme ailleurs, aucun travail identique est payé de la même façon.

Les salaires sont extrêmement variés, les ouvriers fixés dans les classifications différentes.

Depuis le 2 avril, 82 OS (ouvriers spécialisés) de l'atelier FF (montage des transmissions) de l'usine Renault du Mans font chaque jour 7 h. de grève et deux h. de travail.

Que demandent ils ?

Passer de la classe 5 à la classe 6 ou de la classe 6 à la 7 5 (au maximum 0,26 de l'heure) (I)

Outre l'augmentation des salaires, les OS demandent la simplification des diverses classifications, mettant ainsi en cause tout le système des salaires, toute la "politique contractuelle" voulue par la direction et les syndicats. Dès là, la brisance exceptionnelle des revendications des OS du Mans.

Tract des OS du Mans:

ON FAIT LA GREVE POUR AVOIR DU FRIC

ON FAIT LA GREVE PARCE QU'ON EN A MARRE

La vie augmente, et si on veut garder le peu qu'on a, il faut se battre.

On est muté d'un coin dans l'autre, souvent avec des déclassements et une perte de salaire.

Les dirigeants syndicaux ont signé le 19 février des accord de salaire, et pour un an. Rien à attendre de ce côté là.

Mais il y a la grille des salaires. Là, on peut gagner quelque chose et se battre dans un atelier ou un autre. Au moins, on sait ce qu'on fait, pourquoi on se bat et comment on se bat. Cela a marché au 74 à Billancourt (6à12 fr de l'heure de plus), aux tambours de freins au Mans (26 fr de plus)

PAS DE RAISON POUR NE PAS CONTINUER.

(I) - Dans la classification actuelle des OS, chaque taux de salaire comprend trois catégories, mini, moyen, maxi, ce qui fait 21 taux (!) de salaires distincts.

Mercredi 28 avril

Le mercredi 28 avril, la C.G.T. et la C.F.D.T. organisent dans les pays de la Loire, principalement à Nantes et au Mans une journée d'action régionale avec des débrayages dans les boîtes, des défilés devant la préfecture, etc...

Est-ce que ça fait l'affaire des OS en grève depuis un mois ? Ils sont plusieurs milliers à débrayer une heure à l'usine du Mans pour soutenir les 82 : une heure pour l'équipe du matin, une heure pour l'équipe du soir. C'est tout ce qu'on a trouvé les syndicats.

Mais l'équipe du soir trouve autre chose : l'heure de grève, on la continue en grève illimitée. Et on occupe l'usine. Les syndicats, surpris, pratiquent la démocratie : le vendredi 30 au matin, ils organisent un vote mais toute l'équipe décide de continuer la grève et l'occupation.

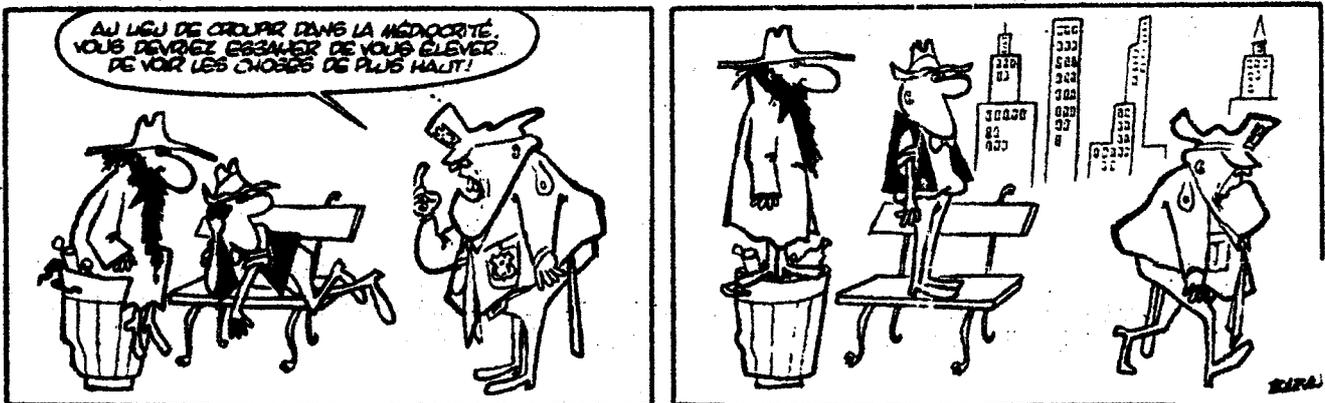
LE MANS ARRETE, C'EST TOUTES LES USINES RENAULT QUI MANQUENT RAPIDEMENT D E PIECES.

QUE VEULENT ET QUE FONT LES SYNDICATS ?

Vendredi 30 avril

Tous les travailleurs de la Régie de Renault à Billancourt et d'ailleurs apprennent qu'au Mans, ils sont en grève depuis le jeudi 29, qu'ils occupent l'usine.

PAS PAR LES SYNDICATS, PAR LA RADIO !!



Témoignage ce tract diffusé par un comité de lutte des fonderies
en avril 71

..... CONTRE LE DEMENAGEMENT, CONTRE LES MUTATIONS :
AGISSONS EFFICACEMENT.

Maintenant, c'est le tour du 60S1 : à la fonderie carter -
cylindre, le bruit court que la chaîne 2 va bientôt passer
en normale.

Résultat : les moins anciens vont se retrouver déportés
dans d'autres départements, comme des pions qu'on déplace,
et de toutes façons on perd tous 150 fr par mois.

DIRECTION = ESCROCS ET VOLEURS.

C'est là ce qui est à nous
les salaires, les cadences,
les mutations, les brimades.
Les syndicats parlent d'
autre chose.
qu'est-ce qu'on attend ?

Que deviennent les camarades qui ont été mutés ?
Soit-disant, ils ont droit à une prime qui leur garantit le
maintien des taux horaires anciens, moins centimes.

Mais cette prime est distribuée à la tête du client :
certains y ont droit pendant un an, d'autres dans le même
atelier, la garde pour un peu plus longtemps, suivant l'ancien-
neté. Et le plus grave, c'est que la direction tente systé-
matiquement d'escroquer les travailleurs mutés dans l'île en
"oubliant" de leur payer cette prime.

Ce qui fait qu'un ancien des fonderies est payé comme un OS
nouvellement embauché. Et quand on gueule, ils rectifient
"l'erreur" mais ils "oublient" de verser un rappel pour le
temps qu'on a été volé.

Quant aux délégués de l'île, ils ne sont pas au courant, ou
bien ils s'en lavent les mains (par exemple au 7464) et ça
pour un boulot qui est aussi dur qu'avant : il n'y a plus de
chaleur, mais il y a la CADENSE....!!

Jeudi 6 mai

Une pagaille jamais égalée ...

Ceux qui étaient à l'usine s'en souviendront longtemps. Personne ne sait qui est en grève, qui travaille, qui est lock outé... Ceux qui se déclaraient en grève étaient peu nombreux. D'autres allaient voir la maîtrise pour se renseigner. Mais ils en étaient pour leurs frais, car aucun des cheffailons ne savait où il s'en trouvait.

C'est alors que s'est déroulé le meeting dans l'île Séguin; il débute à 10 h. et non à 9 h. comme cela avait été annoncé. Au maximum, il y a 4000 à 5000 personnes sur les 35.000 de Billancourt. Les représentants de la C.G.T. prennent le micro et le tiendront jusqu'à 11 h. A ce moment, ceux qui participent au meeting sont sensés travailler et, peu après 11h., ils partent à la cantine; les dirigeants C.G.T. parlent pratiquement dans le vide; c'est un règlement de compte entre syndicats et à l'égard des gauchistes; tout cela ne fait que laisser pourrir la situation. Tout le monde se fout de ces histoires. Chacun voudrait voir clair et attend qu'on lui apporte des précisions.

Pour gagner du temps, les syndicats proposent une consultation à bulletins secrets sur la grève et l'occupation de l'usine. Rien qu'à lire le contenu des bulletins de vote, on comprend que c'est une véritable farce.

Tout le monde est désorienté. Même pour avoir un bulletin, il faut beaucoup de chance. Le vote se passe dans la plus grande confusion, c'est bien voulu pour ça ! Le résultat définitif ne sera même pas communiqué.

Exemple du bulletin secret distribué le 6 mai par les syndicats à Renault-Billancourt :

Je me prononce

pour : Une pres et une grève dans les ateliers et dans l'usine tous les jours, mais sans occupation dans l'immédiat.

pour : L'occupation de l'usine dans le cas ou le gouvernement refuserait d'ouvrir les discussions au Mans dès aujourd'hui.

Mardi 4 mai

Les syndicats et les ouvriers se retrouvent Place Nationale à Billancourt.

La C.G.T. dit : "c'est un triomphe".

A tout casser on est 2000. Pas pour faire la grève, pour écouter des discours.

L'heure a été bien choisie : c'est l'heure du casse-croûte, et tous les jours il y a à peu près autant de mons dehors.

(+) Sylvain répète, sur tous les tons, ce qu'il a déjà dit. Le même refrain contre les gauchistes, les cheveux longs, que l'heure de Cohn-Bendit, c'est passé, que toutes les tentatives d'utilisation du mouvement pour des buts autres que ceux déterminés par les travailleurs (c'est à dire par les syndicats) doivent être combattus avec une "fermeté exemplaire".

C'est l'avertissement pour tous ceux qui se sentaient proche la "Révolution" contre la C.G.T.; ils sont avertis que les "travailleurs" n'aiment pas beaucoup voir les gauchistes aux alentours de l'usine.

Un slogan est gueulé en coeur par les suiveurs du PC :

" Pas de salaud chez Renault "

Au cours de ce meeting il est question de l'insulte grave faite au 'mouvement ouvrier' par la profanation des tombes des deux dirigeants, Cachin et Thorz.

La signature des pétitions pour laver ce sacrilège est la tâche urgente du moment.

Pourtant à Billancourt, il y a aussi bien d'autres problèmes.

Depuis quelques temps rien ne s'arrange, beaucoup de fabrications supprimées, transférées en province.

Les ouvriers mutés dans d'autres ateliers avec pertes de salaire et déclassement.

DES PROBLEMES QUI NOUS INQUIETENT TOUS

(+) - Sylvain est le secrétaire de la C.G.T.

Vendredi 7 mai

C'est si peu clair que le vendredi à un autre meeting, à l'île Seguin, qui regroupe cette fois 12.000 ouvriers, les syndicats font voter à nouveau à mains levées, la grève et l'occupation de l'usine. Et on ne reparle plus de la consultation de la veille

Des cortèges, en vue d'occuper l'usine, se forment et se rendent aux portes de l'usine Billancourt. La C.G.T. établit progressivement son contrôle à toutes les portes : qui tient les portes, tient l'usine.

Un écho de la presse : "Le Monde" du 6 mai.

Une initiative de "la base"

Les grévistes de leur côté, entendent accroître leur pression, et les syndicats ont pris d'infinies précautions pour maîtriser et renforcer l'action. La façon dont celle-ci s'est déclenchée constitue un autre aspect original de ce conflit.

La CGT a voulu utiliser, presque dès le début du conflit le vote à bulletin secret, alors que, le plus souvent une telle consultation organisée seulement pour la reprise du travail. Déjà à Nantes, aux établissements Creusot-Loire, la CGT avait eu recours à cette méthode. Au Mans, les débrayages de 82 O.S. du département F.F. au montage des transmissions, sont partis de la "base". C'est aussi à l'initiative de la "base" que la grève avec occupation s'est généralisée. Des jeunes, le plus souvent, qui ne sont pas pour autant des gauchistes, ont défilé dans les bâtiments, exercé diverses pressions pour inciter les plus anciens à stopper le travail. Mais la CGT, le lendemain a préconisé un vote à bulletin secret. Les responsables de ce syndicat, qui ont obtenu 71,15% des voix aux dernières élections, admettent que, dans un sens, ils ont été débordés. Mais ils ajoutent aussitôt qu'ils ont voulu faire assumer démocratiquement par l'ensemble des travailleurs, la poursuite ou non du conflit.

Certains O.S. n'ont pas apprécié cette tactique : c'est pourquoi mille à quinze cents ouvriers qui craignaient l'issue défavorable d'un tel scrutin ont refusé de voter. Il convient donc d'ajouter ces chauds partisans d'une lutte à outrance aux mille deux cent vingt-cinq personnes qui se sont prononcées, vendredi dernier, pour la grève à durée illimitées, et aux neuf cent soixante-dix neuf autres qui ont choisi l'action sans en préciser la forme.

A PROPOS DE LA RETRAITE A 60 ANS

La retraite à 60 ans, c'est un des meilleurs chevaux de bataille que les syndicats aient trouvé depuis 10 ans, en effet 90% des ouvriers l'inscrivent en tête de leurs exigences. C'est facile à comprendre, en voyant les faits : selon son âge, un manoeuvre a actuellement une espérance de vie de 59 à 62 ans, un ouvrier spécialisé de 63 à 65 ans. En clair, cela veut dire pour l'immense majorité des travailleurs : ils mourront avant l'âge de retraite. Demander la retraite à 60 au lieu de 65 ans, c'est donc demander qu'on leur laisse un tout petit peu, "le temps de vivre". Pour un patron, cela est naturellement exagéré, irréaliste, pour lui, il est donc tout à fait logique et naturel de faire crever lentement les gens....

Samedi 8 mai

La première nuit d'occupation s'achève. Par tous les moyens, le Parti Communiste essaye de freiner les actions de la base, Nelly Feld dans "L'Humanité" écrit : "la régie doit tourner... et...vouloir que cela change, n'a rien de révolutionnaire..."

Dimanche 9 mai

Les "gauchistes" souhaiteraient projeter aux grévistes des films politiques. L'intersyndicale refuse.

Lundi 10 mai

Meeting à l'île Seguin. Une dizaine de milliers d'ouvriers vont à mains levées pour la prolongation de la grève. La CGT regagne peu à peu le terrain qu'elle avait perdu le jeudi 6 mai, lorsque, contre son gré, les travailleurs avaient voté en faveur de la grève avec occupation.

Mardi 11 mai

Nouveau meeting dans l'île Seguin. 8 à 10.000 ouvriers. Rien d'important n'y est dit. Dans l'usine, les employés et mensuels et quelques OS continuent de travailler avec la bénédiction des syndicats, notamment de la CGT. Le Comité d'Entreprise dominé par la CGT a même ouvert une cantine spécialement pour que ceux qui travaillent puissent prendre leurs repas. Ceux qui demandent au meeting qu'on mette dehors ceux qui travaillent se font traiter de gauchistes.

" Et dans ce domaine, les travailleurs ne pourront pas longtemps encore accepter de mener une lutte stérile contre les groupuscules qui mènent leur agitation néfaste dans l'usine..."

(ECHO des Métallurgistes Renault-PC 5-71)

On ne sait rien pas les syndicats sur ce qui se passe dans les autres usines de la Régie. Si le jeudi 6 tout le monde était désorienté, on l'est encore plus aujourd'hui avec la tactique des syndicats. On a l'impression que si Dreyfus rouvrait l'usine c'est 90% des ouvriers qui reprendrait le travail avec soulagement.

Parce que les problèmes de fric vont se poser pour beaucoup : les traites à payer, le loyer, les mêmes... tout ça pèse dans une "lutte" que la plupart des ouvriers de Billancourt ne voulaient pas mener maintenant et qui, malgré toutes les déclarations grandiloquentes n'est pas "leur" lutte.

Comment seraient ils concernés par les revendications des syndicats qui sont maintenant bien fixées :

"les revendications des travailleurs en lutte : dans l'immédiat et prioritairement :

- le règlement du conflit du Mans par l'obtention des salaires pour les OS dans le cadre de la grille unique
- le paiement intégral des heures perdue pour tous et reprise collective du travail
- l'ouverture de discussions sur la plate-forme commune CFDT-CGT-FO, comprenant notamment la grille unique de classifications, le retour aux 40 heures et l'avancement de l'âge de la retraite à 60 ans et l'extension des droits syndicaux."

tract CGT intitulé " la Direction de la Régie doit céder "

Vendredi 14 mai

Après deux journées assez creuses on s'attend à la journée d'action lancée par la CGT et la CFDT. Mais la manifestation des métallos parisiens de la place St. Augustin à l'avenue de Wagram le vendredi 14 mai (pour les 40 heures en 3 ans (bof) et pour la retraite à 60 ans et à la rigueur pour la solidarité avec Renault) ne ramène que 500 ouvriers de Renault (les appareils CGT et CFDT et quelques curieux).

"Ce n'est qu'une délégation" dira un petit bonze syndical, alors que le meeting à Billancourt le matin même pour organiser le départ à la manifestation n'a regroupé que 3.000 ouvriers à tout casser.

Pour le dimanche, la CGT organise une fête populaire.

C O N C L U S I O N S

Analysons l'attitude des travailleurs, des appareils syndicaux, du patronat à travers la grève. Première constatation : la grève embarasse tout le monde : le gouvernement, patrons, syndicats.

Les syndicats, surtout la CGT a de plus en plus peur de l'initiative de la base, d'être débordé par sa gauche, car pour elle : "il n'y a pas de perspective politiques avant trois ans (les élections". La grève des travailleurs met en cause ses accords avec le patronat, sa fonction de gardien de l'ordre. Le comité intersyndical (majorité CGT) fait la chasse acharnée dans l'usine et hors de l'usine contre tout ce qui peut apparaître comme un embryon de lutte autonome ou d'un regroupement politique échappant à son influence. Tout ce qui ne cadre pas avec leurs mots et leurs décisions est qualifié aussitôt de gauchiste et condamné irrémédiablement.

Mais en même temps, la polémique à laquelle se livrent les différents groupuscules entre eux et avec le PC, les différents syndicats fait que les ouvriers s'éloignent et sont méfiants à l'égard de tout ce qui ne leur est pas connu, à tout ce qui ne vient pas d'eux. (ce n'est pas seulement l'action du PC et tout son conditionnement qui crée cette situation)

Les ouvriers de Billancourt ont beaucoup à réclamer, notamment sur les mutations, les déclassements, l'insécurité de leur emploi. Mais s'ils expriment leur mécontentement, c'est plus par une sorte de passivité dirigée autant contre la direction que contre les syndicats qui temporisent et essaient de les entraîner à la "reprise du travail" que contre les groupuscules qui essaient de les entraîner à des actions plus radicales voire à une "auto-organisation" contrôlée par eux plus ou moins.

La démagogie verbale CGT et CFDT (la CFDT s'aligne toujours sur la CGT tout en jouant dans ses phrases la carte gauchiste) tranche avec leur action réelle plus que temporisatrice. C'est le délégué FO Colette, qui dit les choses comme il les pratique : il ne faut pas espérer grand chose et négocier pour sortir du merdier. C'est aussi ce que pensent les autres, mais ça ne se dit pas aux ouvriers.

En ce qui concerne l'attitude des travailleurs envers les appareils syndicaux, le récit des camarades français est bien intéressant à ce sujet :

Ce qui est de plus en plus net, c'est cette peur des travailleurs d'être baisés une fois de plus, une méfiance qui paralyse tout mais qui se retourne aussi : ils sont comme au bord de la lutte mais ils ne bougent pas; cela ne fait l'affaire de personne et finalement bloque totalement tous les mécanismes revendicatifs traditionnels.

La démagogie des syndicats tombe à plat, tout comme sa tentative de récupérer l'occupation comme arme de lutte contrôlée, puisque les ouvriers refusent de s'y associer (et même une partie de l'appareil de la CGT), le merdier total dans lequel le mouvement est laissé volontairement par les syndicats est ressenti fortement par la base qui attend pour juger des informations claires qu'on ne lui donne pas. C'est souvent dans les meetings qu'on entend, même de CGT dire " On s'en fout, ça ne nous intéresse pas,..." Finalement, ni les syndicats, ni la Régie, ni les groupuscules ne peuvent utiliser cette passivité et en tirer gloire; elle apparaît alors comme un moyen de défense autant que comme quelque chose de négatif. Un moyen de défense qui ne se traduit pas, en raison des circonstances, par des actes ou des formes de lutte autonome, mais qu'on sent proche de le faire si une faille apparaissait.

Même méfiance et prudence des ouvriers envers les gauchistes, les groupuscules :

Rien n'illustre mieux l'attitude des ouvriers que ce constat d'échec de Lutte Ouvrière (L.O. et d'autres groupuscules dans leur tentative de créer sur le plan de quelques départements un comité de grève à Billancourt : (c'est extrait de L.O n 141 des 11-17 mai 1971)

"Vendredi matin, à la suite du meeting dans l'île, les sections CFDT des départements 12, 98 et 74 qui sont animées par des camarades de L.O. ont appelé les travailleurs de ces départements, syndiqués et non-syndiqués, à se réunir pour organiser concrètement l'occupation et élire un comité local de grève. 200 ouvriers se sont donc retrouvés dans le réfectoire du Bas Meudon. C'est très peu bien sûr, si on compare ce chiffre à celui de l'effectif global de ces ateliers (6.000) (1)...(suit un exposé sur une tentative de sabotage de la réunion par un responsable CGT)... Mais l'Assemblée faisant preuve de sérieux, consciente d'être minoritaire numériquement sinon politiquement (2)...ne s'est pas constitué en comité de grève formel....Sur la liste....beaucoup sont sympathisant maoïstes ou trotskystes...."

- (1) en tenant compte du bluff trotskyste habituel, on peut diviser au moins par deux.
- (2) admirons en passant la formule, on demande un dessin pour expliquer comment on est majoritairement politiquement quant on ne l'est pas numériquement. Par un appareil de domination ?

Manifestement, syndicats et Régie espèrent bien en terminer en fin de semaine. C'est classique : pourparlers sous le couvert du week end, à l'abri de toute pression de la base (on ne sait jamais), action psychologique de la radio et de la TV à laquelle s'associent complaisamment les déclarations des leaders syndicaux, l'inévitable chute qu'amène la perspective de recommencer une autre semaine sans fric.

ON ne comprend pas l'attitude de la Régie. Il aurait suffi de payer la prime trimestrielle de juillet (prime antigreve de 2500F qui saute si l'on a fait plus de x heures de grève dans le trimestre, et que les syndicats ont accepté en son temps dans les accords Renault et qu'ils respectaient en ne déclenchant pas de mouvements assez longs pour faire sauter la prime) et la grève était finie au Mans. La CGT et la CFDT, avec viatique, auraient fait le nécessaire pour faire reprendre.

En réalité, la détermination des 82 OS du Mans et celle d'un noyau d'au moins 2.000 autres de l'usine du Mans pour des revendications bien précises (un changement de catégorie entraînant une augmentation de salaires) bloque toute la machinerie destinée à encadrer les ouvriers.

Si des grèves limitées à un ateliers se répètent, tout le système des salaires est foutu, si l'on cède sur la prime anti-grève, tout le système des accords d'entreprise saute aussi. C'est

toute la "politique contractuelle" voulue par la direction et les syndicats depuis des années qui se trouve mise en cause.

Cela explique, plus tout autre chose, que la direction ne veuille pas céder et que les syndicats temporisent, laissant les ouvriers se débrouiller tous seuls. Ceux du Mans savent où ils vont, ailleurs ça merdoie. Mais il est bien évident que cette situation se reproduira dans d'autres ateliers, même si ça reprend au Mans et à Billancourt, même si la prime n'est pas payée au Mans.

Les ouvriers auraient appris par leur expérience qu'on peut lutter efficacement pour aménager le quotidien, tous seuls, sans passer par les appareils et qu'on peut le faire finalement sans beaucoup de risques. C'est bien ce craignent le plus la direction et les syndicats, et c'est ce qui échappe aux groupuscules préoccupés de trouver une signification politique totale à cette lutte.

Selon les dernières informations que nous avons, le lundi 24 mai, un compromis a été établi entre syndicats et patrons. Les syndicats CGT, CFDT et FO de la Régie ont, dans une déclaration commune, qualifié le compromis de "positif" et demandé aux travailleurs de "confirmer cette appréciation".

Le compromis comprend, selon le "Monde" du 24 mai, les accords suivants :

REVALORISATION DES COEFFICIENTS

Les mesures prévues, lors des discussions du dimanche 16 mai sont maintenues. Les coefficients de tous les OS de la Régie sont revalorisés de 12 à 5 points : coef 137 au lieu de 125 pour la 4e classe, la plus basse et coef 165 au lieu de 160 pour la classe 11, la plus élevée.

Ce relèvement d'indice de 3 à 9% n'a aucune répercussion sur les salaires de base, mais entraîne des majorations de diverses primes, qui constituent environ 10% des salaires réels.

PROMOTION DES OS

La direction avait accepté, dimanche dernier, de garantir le passage automatique des OS de classes 4 et 5 dans la classe supérieure après 5 ans d'ancienneté; cette formule aurait peu d'influence, puisque l'ancienneté moyenne des OS est de trois et demi à la Régie et de cinq ans et demi au Mans. La direction a, cette fois, amélioré les règles de promotion en réduisant, de cinq à trois ans, l'ancienneté requise pour que les OS de classe 4 et 5 passent dans la classe supérieure.

Toujours d'après le journal "Le Monde", le compromis contiendrait également une garantie de salaire, l'indemnisation des journées de travail perdue, le paiement des primes de juillet (accordée à 80% aux grévistes du Mans).

Par vote secret, les travailleurs ont accepté ce compromis, bien qu'en définitive, il soit assez maigre. Le résultat exact de la consultation : 3.769 OS du Mans ont voté pour la reprise du travail, 962 OS cont la reprise et donc pour la grève. Il faut souligner 20 % des travailleurs voulaient poursuivre l'action.

LIAISONS

Les colonnes de LIAISONS sont ouvertes aux groupes, comité d'Action, de Grève, etc... issus de la base, et qui veulent, sans être noyautés par une secte politique, exprimer leur point de vue, diffuser une information ou un communiqué.

Tout camarade isolé qui possède des informations sur une grève, sur une intervention arbitraire de la police, ou tout autre sujet intéressant la situation sociale, peut se mettre en rapport avec LIAISONS, envoyer un article, ou aider à en rédiger un.

Tous les textes rassemblés dans LIAISONS doivent être considérés comme base de discussion. LIAISONS recevra avec plaisir toute critique, objection, observation concernant les textes publiés.

LES INFORMATIONS

Nous tentons de mettre dans les mains des travailleurs des informations qui peuvent être utiles dans la lutte quotidienne contre le patron.

COLLABORATION A LIAISONS

Collaborer à LIAISONS, régulièrement ou occasionnellement ne signifie en aucun cas se faire récupérer par une quelconque chapelle politique. On y dit ce que l'on a à dire et c'est tout. Pour que LIAISONS soit efficace, il faut que les contacts soient nombreux, c'est pourquoi nous organisons des réunions d'information et de discussion à Bruxelles, à Liège, à Quaregnon.

Pour contacter LIAISONS : BP 12 Ixelles 2
1050 Bruxelles

Pour aider LIAISONS : ccp 26.34
J. de Niemandre - 1160 Bruxelles

Lé. resp. J. DESMET, 17 rue de la Commune - 1040 Bruxelles

BASE DE DISCUSSION

"L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes"

La transformation radicale de notre société ne peut se faire que par un mouvement révolutionnaire du prolétariat. Les autres catégories socio-économiques et les mouvements de révolte qui en sont issus jouent un rôle d'appoint dans la mesure de leur exploitation par le capitalisme.

L'expérience des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats, montre qu'elles ne sont que des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Les bureaucraties syndicales servent d'intermédiaires sur le marché du travail, elles utilisent les luttes ouvrières pour des buts politiques, elles sont des auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne. D'autre part, depuis toujours, le système parlementaire n'est que le paravent des oligarchies et bureaucraties privées ou d'Etat.

Les soi-disant partis et avant-gardes révolutionnaires, qui se prétendent seuls détenteurs de la conscience de classe et de la voie vers la révolution, et qui reproduisent la distinction traditionnelle entre dirigeants et dirigés, ne peuvent aboutir au maximum qu'à une nouvelle situation de domination et d'exploitation ne modifiant en rien les rapports de production.

Nous estimons, quant à nous, que l'avènement d'une société nouvelle sera l'oeuvre de l'ensemble des travailleurs qui créeront eux-mêmes leurs propres organes de décision, les Conseils Ouvriers, assumant ainsi directement la responsabilité de leur lutte. Les Conseils Ouvriers sont l'émanation directe du pouvoir ouvrier, les délégués élus se trouvant sous le contrôle immédiat et permanent de l'ensemble des travailleurs.

Dans cette optique, "Liaisons" se définit comme un regroupement de camarades, aux fins d'information mutuelle et de liaison entre les travailleurs qui veulent coordonner leurs luttes. "Liaisons" se solidarise avec l'action de groupes analogues dans d'autres pays.

Notre regroupement n'entend tomber ni dans l'activisme, ni dans l'intellectualisme, en dissociant travail pratique et travail théorique, car aucun aspect de la réalité sociale n'est indépendant de son ensemble. Aussi, le rôle de ses publications sera-t-il de diffuser des informations à tous les niveaux, des articles de combat, des analyses de situations et des études théoriques.
